

Convention collective

**EXPLOITATIONS DE POLYCLTURE
ET D'ÉLEVAGE
(MEURTHE-ET-MOSELLE)
(29 avril 1977)**

(Etendue par arrêté du 26 décembre 1977,
Journal officiel du 14 février 1978)

AVENANT N° 70 DU 26 JANVIER 2006 (1)

NOR : AGRS0697055M

Entre :

La fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles ;
Le syndicat professionnel des entrepreneurs de travaux agricoles, d'aménagements ruraux et forestiers de Lorraine ;
La fédération départementale des CUMA de Meurthe-et-Moselle,

D'une part, et

L'union départementale des syndicats CGT-FO ;
L'union départementale des syndicats CGT ;
L'union départementale des syndicats CFTC ;
L'union départementale des syndicats CFDT ;
La confédération française de l'encadrement (CFE) CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Le titre de la section 6 du chapitre V est remplacé par le titre suivant :
« Garanties en cas d'incapacité de travail, temporaire ou permanente ».

(1) La procédure d'extension de ce texte a été engagée.

L'article 25 *bis* de la convention collective est abrogé et remplacé par l'article 25 *bis* suivant :

Article 25 *bis*

Les salariés non cadres justifiant de 6 mois d'ancienneté continue dans l'entreprise bénéficient des garanties incapacité temporaire et incapacité permanente selon les modalités suivantes :

A. – *Garantie incapacité temporaire*

En cas d'arrêt de travail occasionné par une maladie ou un accident de la vie privée, un accident de travail, de trajet ou une maladie professionnelle, le salarié non cadre justifiant, à la date de son arrêt de travail, de l'ancienneté prévue ci-dessus, bénéficie d'indemnités journalières complémentaires à celles versées par la MSA.

Ces indemnités journalières complémentaires sont versées à compter :

- du 1^{er} jour d'arrêt en cas d'arrêt occasionné par un accident du travail ou du trajet ou une maladie professionnelle ;
- du 6^e jour d'arrêt en cas d'arrêt occasionné par une maladie ou un accident de la vie privée,

de sorte que l'indemnisation globale perçue par le salarié (indemnisation MSA comprise) soit égale à 90 % du salaire brut qu'il aurait perçu s'il avait continué à travailler.

Elles sont versées pendant :

- 45 jours si l'ancienneté est comprise entre 6 mois et 8 ans ;
- 60 jours si l'ancienneté est comprise entre 8 et 13 ans ;
- 75 jours si l'ancienneté est comprise entre 13 et 18 ans ;
- 90 jours si l'ancienneté est comprise entre 18 et 23 ans ;
- 105 jours si l'ancienneté est comprise entre 23 et 28 ans ;
- 120 jours si l'ancienneté est comprise entre 28 et 33 ans ;
- 135 jours si l'ancienneté est supérieure à 33 ans.

A l'expiration de cette première période d'indemnisation et en cas de longue maladie, le salarié bénéficie du maintien de 75 % de ce même salaire jusqu'au 1095^e jour d'arrêt.

En tout état de cause, le montant de la prestation, cumulée à celle du régime de base de la Mutualité sociale agricole, ne doit pas conduire l'intéressé à percevoir plus que son salaire net de période d'activité.

Les revalorisations de ces prestations sont effectuées en fonction des taux de revalorisation des assurances sociales agricoles.

B. – *Garantie incapacité permanente de travail (invalidité)*

En cas d'invalidité de catégorie 1, 2 ou 3, reconnue par la Mutualité sociale agricole ou en cas d'attribution d'une rente accident du travail pour une incapacité permanente professionnelle (IPP) au moins égale aux 2/3, il est versé une pension d'invalidité complémentaire à la pension d'invalidité versée par la Mutualité sociale agricole.

Dans tous les cas, son montant (sous déduction de la pension ou de la rente MSA et de l'éventuelle rémunération d'une activité salariée) est égal à 75 % du salaire brut du salarié.

Cette pension d'invalidité complémentaire est versée jusqu'à la date d'attribution d'une pension de vieillesse par un régime de sécurité sociale.

Le salaire brut pris en compte correspond au 1/12 des salaires bruts perçus par le salarié au cours des 12 mois civils précédant la date de l'arrêt de travail.

Les pensions d'invalidité en cours de service à la date d'entrée en vigueur du régime ou résultant d'un arrêt de travail antérieur à cette même date, continuent à être supportées par l'organisme antérieurement désigné. En revanche, les revalorisations postérieures à cette même date d'entrée en vigueur sont prises en charge par l'organisme gestionnaire désigné dans la mesure où elles ne le sont pas déjà par l'organisme antérieurement désigné.

Les revalorisations de cette prestation sont effectuées en fonction des taux de revalorisation des assurances sociales agricoles.

C. – Cotisations

Les garanties incapacité ci-dessus sont financées par une cotisation globale de 1,01 % des rémunérations brutes des salariés non cadres justifiant de 6 mois d'ancienneté continue dans l'entreprise.

Ce taux de cotisation est garanti pour une durée de 3 ans à compter de la mise en place de la garantie.

Cette cotisation est supportée à hauteur de 55 % par l'employeur et 45 % par le salarié.

Conformément aux dispositions légales et réglementaires, la part employeur comprend le financement des cotisations dues pour le financement de la garantie légale résultant de l'article 7 de l'accord national interprofessionnel du 10 décembre 1977 « Garantie. – Mensualisation » ainsi que la cotisation destinée à couvrir les charges patronales dues sur les indemnités journalières complémentaires.

Elle comprend également les cotisations dues pour le financement des prestations complémentaires en cas d'accident de travail.

D. – Organisme assureur

Par accord d'adhésion conclu entre les signataires du présent avenant, AGRI PREVOYANCE, institution de prévoyance sise 21, rue de la Bienfaisance, 75008 Paris, est désignée comme organisme gestionnaire du régime de prévoyance.

Toutes les entreprises relevant du champ d'application de la présente convention collective sont donc tenues d'adhérer à AGRI PREVOYANCE.

E. – Réexamen du régime et du choix de l'organisme gestionnaire

Les conditions et les modalités de la mutualisation des risques ainsi que le choix de l'organisme assureur sont réexaminés par les signataires du présent avenant, selon une périodicité qui ne peut excéder 5 ans, conformément aux dispositions des articles L. 912-1 et L. 912-2 du code de la sécurité sociale.

F. – *Durée. – Dénonciation*

Le présent régime de prévoyance, adopté pour une durée initiale de 3 ans, est renouvelable chaque année par tacite reconduction, sauf dénonciation expresse de l'une des deux parties, 2 mois au moins avant le 31 décembre de chaque année.

En cas de dénonciation de la convention collective, de remise en cause des dispositions du présent article ou de changement d'organisme assureur, les prestations en cours de service sont maintenues à leur niveau atteint au jour de la résiliation.

Dans cette hypothèse, il appartiendra aux parties signataires, conformément à l'article L. 912-3 du code de la sécurité sociale, d'organiser avec le nouvel assureur, la poursuite de la revalorisation des prestations au moins sur la base de l'évolution du point ARRCO.

Article 2

La date d'effet du présent avenant est fixée au 1^{er} juillet 2006.

Article 3

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant qui sera déposé au service départemental de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles de Meurthe-et-Moselle.

Fait à Nancy, le 26 janvier 2006.

(Suivent les signatures.)